

SUISSE

L'invention d'une nation

André Crettenand



COLLECTION
L'ÂME DES PEUPLES

Thomas Maissen

« Pour la Suisse, Marignan a été à la fois une révélation et une punition »

Thomas Maissen dirige actuellement l'Institut historique allemand de Paris. Cet expert de l'histoire suisse a parcouru l'Europe, étudié et enseigné à Bâle, Genève, Rome, Naples, Venise, Florence. Il a aussi été journaliste à la *Neue Zürcher Zeitung*, le grand journal suisse en langue allemande, et tient la chaire d'histoire moderne de l'Université d'Heidelberg. Ce quinquagénaire à l'allure encore juvénile, lunettes fines, possède l'autorité de ceux à qui on ne la fait pas. L'histoire, c'est son métier, sa passion, et il n'est pas homme à se laisser désarçonner par ceux qui veulent dévoyer le passé à des fins partisans. À cœur de « dire » la vérité historique, il n'hésite pas à affronter le leader de l'Union démocratique du Centre, Christoph Blocher, sur les questions européennes. Ce jour-là, je le rencontre dans son Institut, installé dans un hôtel particulier, en plein cœur du Marais à Paris.

65

La Suisse s'est enthousiasmée et rassemblée grâce à des récits héroïques comme Guillaume Tell par exemple. Vous nous dites que ces récits sont des légendes inventées. Vous êtes un peu un briseur de rêves, non ?

Oh, Tell était déjà bien mort. Le rôle des historiens, c'est de dire ce qui ne contredit pas les sources et l'état actuel de la

recherche. Il y a inévitablement et toujours une forte tension face aux récits légendaires qui veulent créer, renforcer ou renouveler l'identité collective et donner un sens concret au passé commun pour agir dans cette tradition dans le présent. C'est déjà manifeste dans le personnage de Guillaume Tell qui a été créé par ceux qui étaient contre la paix perpétuelle qui fut conclue avec les Habsbourg en 1474. Ils légitimaient leur position par un récit pseudo-historique. Ils voulaient célébrer une lutte continue pour la liberté contre les tyrans habsbourgeois. La légende érudite a connu un succès populaire immédiat. Elle a ensuite nourri le récit narratif de tout le seizième siècle. Elle a été reprise par les historiens. Mais l'épisode de la flèche et de la pomme est un récit qui nous vient du Danemark. On pense que l'histoire a pu être racontée par une délégation suédoise lors du concile de Bâle, dans les années 1430. Notre légende de Tell est une adaptation de ce récit scandinave à un contexte suisse.

Vous dites dans vos livres que les légendes révèlent des choses sur l'époque où elles ont été créées. Que nous dit la légende de Tell?

Au départ, c'est un chancelier de Sarnen qui relate l'histoire dans une collection de privilèges. Le manuscrit n'est même pas destiné au public. Mais le récit fait l'objet d'adaptations théâtrales et il inspire des chants populaires. La première version imprimée date, elle, de 1507. Les relations avec les Habsbourg étaient pacifiées à ce moment-là mais les batailles qui avaient été menées contre la dynastie étaient encore proches et dans la mémoire collective, notamment la guerre

de Zurich (1440-1450). La célébration du héros avait une fonction de mise en garde; en 1470, elle voulait rappeler que les Habsbourg ne pouvaient jamais devenir un partenaire fiable. Les mythes fondateurs, comme le paysan Stauffacher, le Grütli et la destruction des châteaux, permettaient de créer un récit commun à une confédération alémanique de vallées et de villes très diverses qui avaient tendance à s'investir dans des directions très différentes. Berne, par exemple, lorgnait sur le canton de Vaud; les cantons de Suisse centrale, eux, regardaient plutôt vers le Tessin car ils voulaient contrôler les cols alpins.

On a tendance à magnifier le rôle des paysans et des montagnards dans la création de la Confédération mais en réalité ce sont plutôt les villes qui ont donné l'impulsion décisive?

67

Absolument. Les campagnes ont surtout été des bassins de recrutement pour les armées de mercenaires. Mais les batailles en tant que telles ne créent pas d'États. Il faut pour cela des fonctionnaires, des gestionnaires, des juristes qui élaborent des lois, une administration. Vous trouvez tous ces gens en ville et non au fond des vallées. Mais il y avait une élite de petite noblesse, d'entrepreneurs et de mercenaires que l'on retrouvait autant dans les villes que dans les campagnes, ce qui permettra de développer le commerce et d'organiser l'exportation de produits, comme le fromage.

La fameuse bataille de Marignan où les Suisses sont battus est-elle le début du repli des Suisses sur leurs frontières et même le début de leur neutralité?

Quand commence-t-on à célébrer Marignan comme le moment fondateur de la neutralité? En 1915. En pleine Première Guerre mondiale! C'est en effet l'année du 400^e de Marignan et cela tombe bien. C'est le moment où on appelle les Suisses à résister pour maintenir la neutralité. On a besoin de cohésion, en particulier entre Romands et Alémaniques, les uns partisans de la France, les autres de l'Allemagne. On loue la sagesse de nos aïeux qui auraient décidé suite à Marignan de se replier sur leurs frontières. Le mythe du repli choisi librement vient à point nommé pour nourrir le discours national. L'historiographie nationale jusque vers 1900 ne donnait pas cette importance à Marignan. Pour les contemporains, il y avait d'autres moments clés comme la bataille de Bicocca de 1522 que les Confédérés perdirent, cette fois à côté de la France, contre les troupes impériales (ce qui, d'ailleurs, forgea le mythe de Winkelried, nom d'un commandeur suisse dans la bataille). Les défaites en Italie n'ont pas conduit à la neutralité, concept inacceptable pour les Confédérés. Mais la Réforme, et Zwingli notamment, posent la question morale et critiquent le service des mercenaires. Ce service décime la population mais il apporte aussi beaucoup d'argent dans les cantons, cause de perversion des mœurs pour les prédicateurs: à leurs yeux, Marignan est une révélation et une punition car les mercenaires avarés vivaient dans le péché.

L'écrivain Gonzague de Reynold dit que Marignan clôt l'« époque héroïque ». Qu'en pensez-vous?

Une époque héroïque supposerait qu'il y ait eu un projet confédéré de conquête et de grandeur, un but politique

commun. Rien de tel. Ce n'est jamais la Confédération conquérante qui s'engage, ce sont toujours des cantons à titre individuel et jamais nécessairement les mêmes. N'oublions pas que les troupes des cantons occidentaux quittent le camp des Confédérés la veille de la bataille de Marignan parce qu'elles ont conclu une trêve avec la France. En 1515, les Suisses n'ont pas vraiment les forces pour conquérir toute la Lombardie. Ils peuvent occuper quelques vallées (le Tessin actuel) mais pas davantage. Cette faible cohérence est complètement brisée pendant la Réforme : impossible désormais de rassembler les cantons autour d'une politique étrangère commune car ils sont tous intégrés dans des alliances confessionnelles opposées. Seule exception : l'alliance avec le roi de France, qui réunira, à partir du dix-septième siècle, tous les cantons.

69

Les soldats suisses n'en étaient pas moins puissants et craints, non ?

C'est vrai. Du quatorzième au dix-neuvième siècle, ce sont des mercenaires très appréciés. Au quinzième siècle, ces fantassins battent les nobles à cheval, comme l'armée de Charles le Téméraire, ce qui fait leur réputation. Les Suisses ont inventé le « carré suisse », composé de piqueurs et de hallebardiers, mais tout le monde les copie, notamment les Espagnols. De plus, autour de 1500, les armées évoluent. Les nobles à cheval laissent peu à peu la place à la cavalerie légère. Et surtout, voilà qu'arrivent sur les champs de bataille les canons mobiles.

Les deux guerres mondiales jouent un rôle crucial.

La Suisse n'est pas partie prenante au conflit, elle ne paie pas le « prix du sang ». Ces deux conflits ont malgré tout forgé l'âme de la Suisse contemporaine ?

Absolument, surtout la Seconde Guerre. La Première Guerre voit la Suisse déchirée. Il y a des conflits linguistiques et sociaux. Une grève nationale éclate à la fin de la guerre. La grippe espagnole frappe le pays. On comptera 3 000 morts dont beaucoup de soldats. La Suisse de 1919 est un pays comme les autres. Elle adhère à la Société des Nations. Tout autre est la situation lors de la Seconde Guerre mondiale. La Suisse est mieux préparée sur le plan social. Il n'y a pas de fossé entre Romands et Alémaniques, peu de divergences entre la gauche et la droite. Le Vaudois Henri Guisan, général en chef, devient l'idole de la nation entière. On accueille avec enthousiasme le plan Wahlen qui consiste à cultiver tout morceau de terre encore disponible, y compris en ville. Paysans et citadins sont unis dans un même élan de solidarité. Les politiques installent la « défense spirituelle » du pays. On magnifie les efforts d'un peuple démocratique laborieux, solidaire et courageux. Le modèle idéalisé, c'est la Suisse du Moyen Âge, la Suisse des origines, la Suisse d'avant la Réforme – cette Réforme si traumatisante puisqu'elle a conduit à quatre guerres civiles, dont le Sonderbund. Après la guerre, les mobilisés de 1939-45, devenus les élites politiques, économiques et intellectuelles du pays racontent la « mob ». Ils forgent le récit héroïque de l'union sacrée, le succès d'une aventure collective.

Ce récit – que personne ne songe à remettre en cause – s’intègre bien dans l’ambiance du temps, à savoir la guerre froide, nouvelle menace qui plane et qui exige la vigilance de tous.

Et puis il y a la chute du Mur, l’écroulement de l’URSS.

C’est un moment crucial. En 1989, la situation géopolitique change complètement. La neutralité ne sert plus à grand-chose dans ce monde pacifié. Des accords se négocient et se concluent non plus à Genève, mais ailleurs dans le monde, à Vienne, à Oslo, à Madrid, à Dayton. La Suisse si utile dans la guerre froide ne l’est plus autant. Ce que les Suisses pensent être un *Sonderfall* est mis en cause par ceux qui voient de plus en plus des phénomènes partagés avec les autres nations européennes. On les interroge sur les fonds en déshérence, le refoulement de Juifs durant la guerre, le « J » sur les passeports qu’elle a suggéré aux autorités allemandes, les relations commerciales et industrielles avec l’Allemagne, l’or des nazis acheté par la Banque nationale suisse. Et il y a la puissance des États-Unis qui décrète le nouvel ordre moral. Il faut revenir sur les injustices du vingtième siècle. On fouille les archives. On réunit des commissions d’historiens. On publie des rapports. Le mouvement est inéluctable.

71

Ce fut un choc...

Oh oui ! On nous reprochait soudain d’avoir collaboré avec les nazis alors que nous avions le sentiment de nous

être bien défendus contre eux. Accepter ces reproches, c'était pour beaucoup aussi trahir la génération de la « mob »¹.

Les anciens de la « mob » ont eu le sentiment d'avoir été trahis avec la remise en question du récit national dans les années 1990. Mais avec la chute du Mur, l'armée n'est plus ressentie comme un pilier de notre identité. Et est-ce que l'armée joue encore un rôle pour la cohésion sociale du pays?

L'armée a perdu de l'importance. Mais le changement de perception est dû davantage à la mondialisation qu'à la chute du Mur. Autrefois, les carrières militaires, économiques et politiques étaient très liées. Rare était le conseiller fédéral qui ne fût pas aussi officier supérieur. Les élites suisses devaient se connaître au niveau national, maîtriser une seconde langue officielle. Les longues périodes de service militaire étaient un bon investissement. Aujourd'hui, les élites apprennent volontiers l'anglais lors de séjours prolongés à l'étranger et les entreprises les encouragent dans ce sens. Le service militaire ne leur sert à rien. En revanche, ces carrières servent d'ascenseur social notamment pour les immigrants qui acquièrent la nationalité suisse. Et les Suisses tiennent beaucoup à leur système de milice, dont ils apprécient le principe méritocratique. Ils ne veulent surtout pas d'une armée professionnelle.

1 Le 1^{er} septembre 1939, la Suisse décrète la mobilisation générale à la suite de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie. Postés aux frontières, on a

longtemps pensé que les soldats avaient évité l'invasion du pays à eux tout seuls. D'où leur prestige après la guerre et le nom de génération de la « mob ».

En Suisse, les cantons ont gardé des pouvoirs étendus en matière de fiscalité, de justice et police, d'enseignement, de culture. Comment expliquez-vous que ce système si décentralisé, hérité du Moyen Âge, composé de si petits États, fonctionne encore à l'heure actuelle ?

Les États de petite taille ont des avantages compétitifs en économie (ils sont réactifs aux demandes du marché, s'adaptent vite) et ils jouissent d'une grande légitimité politique (les élus sont très proches des gens). L'avantage des grands pays centralisés, c'est la mobilisation rapide de ressources – impôts, troupes – notamment en temps de guerre. Comme la Suisse n'a guère connu de guerres, elle n'a pas été contrainte de centraliser ses pouvoirs. La Constitution suisse s'est construite en tenant compte des constitutions cantonales. Ce sont les cantons qui lui délèguent des compétences. Les cantons ne cèdent donc essentiellement que ce qui devient trop compliqué pour eux et notamment ce qui est trop cher. En revanche, ils s'occupent de ce qui leur est proche, réalisable et important, surtout ils essayent de le faire bien pour leurs citoyens cantonaux. Il y a ainsi une concurrence institutionnalisée entre les cantons. Cela peut paraître bizarre pour les citoyens d'un grand pays centralisé, mais pour un pays qui fait l'économie et pas la guerre, c'est assez efficace.

73

Vous évoquez une « ambivalence moderne » à propos de la Suisse car elle est à la fois une puissance financière et un pays replié sur ses valeurs. Comment l'expliquez-vous ?

Nous sommes partagés entre le fait d'être pleinement intégré dans l'économie mondiale, qui est une nécessité vitale

pour une économie exportatrice, et la peur de perdre notre indépendance politique. Face à l'Union européenne, nous avons inventé le concept d'« adaptation autonome », paradoxe absolu ! L'historien Jakob Tanner parle d'une politique d'intégration économique sans participation politique. Ce fut au fond l'attitude de la Suisse avec le III^e Reich, ce fut son positionnement face à l'Occident durant la guerre froide et c'est encore le cas aujourd'hui avec l'Union européenne. Tout cela nous a amenés à nous considérer comme des êtres à part. Nous nous sommes drapés dans nos vertus, la neutralité notamment, la démocratie directe, le fédéralisme, le plurilinguisme, la mission humanitaire, jusqu'à penser que nous sommes les seuls à aimer et à défendre la liberté. Ainsi, nous nous sommes peu à peu retirés du monde. La chute du Mur nous a laissés désemparés, divisés sur la nécessité ou pas de nous intégrer dans des structures supranationales et notamment d'adhérer à l'Union européenne. La crise qui affecte l'Europe aujourd'hui renforce le camp majoritaire de ceux qui plaident pour la continuité du « Sonderfall Schweiz ». Malheureusement.

Vous vous préoccupez beaucoup de l'usage des légendes dans le débat contemporain. Vous participez à des débats, vous affrontez volontiers le leader de la droite populiste Christophe Blocher. Qu'est-ce qui vous motive ?

Je me sens autant historien que citoyen engagé. Quand je vois un parti monopoliser l'interprétation de l'histoire nationale, je considère qu'il est de mon devoir de dire qu'il s'agit d'une vision vieillotte qui révèle les besoins identitaires de la défense spirituelle. Certains jugent qu'un universitaire ne

doit pas se salir les mains, ne pas descendre de l'Olympe. C'est un choix possible mais à mon sens, il est dangereux. Il laisse la voie ouverte à toutes les manipulations de l'histoire. Nous ne pouvons pas définir ce qu'est l'histoire définitive et correcte de la nation ; en revanche, nous devons signaler les interprétations certes confortables mais qui contredisent les sources et l'état de la recherche internationale. Ce qui me frappe, c'est que nous nous sommes fascinés et occupés par l'histoire martiale d'un pays qui, à l'exception de l'expérience traumatique des interventions françaises de 1798-1803, n'a pas connu de guerres extérieures depuis 1515 ! Voilà qui est symptomatique. Pourquoi ne parle-t-on pas ou si peu de la construction de l'État fédéral et libéral qui aboutit à la Constitution de 1848 ? Pourquoi parle-t-on si peu des conditions du succès de l'économie et du commerce extérieur depuis le dix-huitième siècle ? Les Suisses préfèrent débattre des batailles médiévales plutôt que de ce qui a fait l'État moderne.

75

Je vous retourne la question : pourquoi les Suisses se focalisent tant sur les récits héroïques du Moyen Âge plutôt que sur la construction de l'État moderne ?

Les histoires constitutionnelles, sociales et économiques sont plus difficiles à saisir, plus ennuyeuses. Dans tous les pays, les récits populaires se réfèrent à l'histoire événementielle et en particulier aux guerres. Sauf aux États-Unis où il existe un vrai culte de la Constitution de 1776. En Suisse, l'idéologie de la défense héroïque de la liberté contre l'étranger malveillant et tyrannique a gagné contre la réalité toute simple et la normalité du quotidien. Et puis on est convaincu que les

Confédérés étaient unis et fraternels, même si c'est faux, alors que l'histoire des siècles postérieurs est souvent marquée par les antagonismes : protestants contre catholiques, libéraux contre conservateurs, bourgeois contre socialistes, alémaniques contre francophones et italophones (pour la période 1914-18). Cela explique l'importance énorme sur le plan identitaire de la Seconde Guerre mondiale. Le général Henri Guisan, le commandant en chef de l'armée suisse, est célébré à l'égal d'un Werner Stauffacher, l'un des signataires mythiques du Pacte de 1291.